

# QUARANTE ANNÉES DE L'HISTOIRE DE BUDAPEST

---

Lorsque le Conseil municipal de Budapest se fut constitué après la réunion de Pest, Bude et Vieux-Bude il y a juste quarante ans, le commissaire délégué par le ministère, Ignace Havas ouvrit la séance par l'allocution suivante :

« Messieurs les conseillers municipaux de la capitale, C'est à moi qu'est échu l'honneur, maintenant que toutes les élections ont été validées, de déclarer ce Conseil définitivement constitué comme représentant de la capitale, et d'inaugurer ainsi la réunion, si ardemment désirée, des trois villes sœurs en une grande cité qui a pris le nom de Budapest. A cette occasion solennelle, je crois aussi devoir rendre hommage au désintéressement des autorités municipales des trois anciennes villes, lesquelles n'ont cessé de faire preuve de zèle, d'un chaud intérêt pour la cause de l'union pendant la période de préparation où il a fallu surmonter tant de difficultés. Tous les intérêts particuliers ont été mis de côté et chacun n'a plus eu en vue que la grande idée de la création d'une superbe capitale par la réunion des trois villes. C'est uniquement grâce à cette bonne volonté que la grande œuvre a pu être menée à bien en un laps de temps relativement court et malgré les circonstances défavorables qui augmentaient encore les difficultés. En saluant le Conseil municipal de la nouvelle capitale, j'ai donc le devoir de remercier encore une fois les anciennes autorités communales des trois villes, et je souhaite que leur zèle et leur intérêt pour la chose publique se perpétuent dans le nouveau Conseil, et que l'œuvre commencée par les ci-devant municipalités soit achevée pour la gloire de la patrie et notre bonheur à tous. »

Les séances suivantes furent consacrées à l'élection du premier bourgmestre, du bourgmestre, des adjoints, des fonctionnaires, des commissions, et ces autorités ayant été constituées d'une manière définitive, il fut arrêté qu'en date du 17 novembre 1873, les administrations distinctes des trois villes cesseraient d'exister pour faire place à celle de la nouvelle capitale.

La réunion avait été précédée de nombreux pourparlers, et il n'y a pas lieu d'en être surpris, bien des questions compliquées d'intérêt public devant être préalablement réglées, bien des intérêts particuliers devant être ménagés. La chose présentait de beaucoup plus grosses difficultés que le rattachement aux villes des communes avoisantes dans l'Europe occidentale. Ainsi, Vienne, entre autres, a agrandi de cette manière son territoire à deux reprises. Chez nous, il s'agissait de mettre fin à l'existence autonome de trois villes, pour édifier sur les ruines de leur autonomie une nouvelle capitale de la Hongrie, appelée à un grand avenir. Une partie des dirigeants des villes intéressées ne s'enthousiasmaient guère pour la fusion ; il y en avait même qui y étaient résolument opposés. Mais la question était mûre, l'intérêt public en exigeait la solution ; les représentants attirés de l'opinion : le gouvernement et le Parlement, le comprirent et ainsi fut exaucé le vœu du pays. A la dernière séance des Conseils municipaux de Bude et de Pest des larmes de chagrin perlèrent dans les yeux de bien des braves gens. A la séance d'inauguration du Conseil de la nouvelle capitale nous vîmes encore tomber des larmes, mais alors c'étaient des larmes de joie. L'arc-en-ciel de la paix brillait dans toutes les âmes et le mirage d'un plus bel avenir dans tous les yeux.

Dès que la réunion fut devenue un fait accompli, les craintes qu'elle avait fait naître se dissipèrent, le nouveau mécanisme se mit à fonctionner, avec, par ci par là, des frottements, des grincements exigeant toute sorte d'améliorations, de réformes, mais avançant toujours dans les voies du progrès.

Ce qu'étaient ces trois villes avant la réunion, ceux qui ne les ont pas connues à cette époque ne peuvent guère s'en faire une idée. Si les personnes qui décrivent le Pest et le Bude d'alors comme des villages n'ont pas tout à fait raison, il n'en est pas moins certain qu'ils ressemblaient moins à une capitale

qu'à des villes de province. Il va de soi que nous n'entendons pas sous cette dénomination les villes modernes qui suivent la marche du progrès.

Comme le montrent les plans de la ville datant de cette époque, le terrain bâti n'occupait alors qu'une bien minime partie du territoire actuel de Budapest. Dans la Lipótváros (faubourg Léopold), il n'existait, en dehors de la rue Markó d'aujourd'hui, que des maisons disséminées et quelques moulins ; dans les Teréz- et Erzsébetváros (faubourgs Thérèse et Elisabeth), le terrain bâti ne s'étendait guère au delà de la ligne des grands boulevards actuels ; plus loin, seules la Király-utca (rue du Roi) et l'Aradi-utca (rue d'Arad), avaient des maisons en nombre tant soit peu considérable, partout ailleurs on ne voit que quelques maisonnettes isolées entourées le plus souvent d'un jardin. La ville s'étendait jusqu'à la rue Rottenbiller par la chaussée de Kerepes bordée de maisons, mais c'est à peine si, sur le nombre, il s'en trouvait deux ou trois à étage ; au delà ce n'étaient plus que terrains vagues, du milieu desquels s'élevait la cité ouvrière appelée Százház (Cent maisons). Il en était de même pour les József- et Ferencváros (faubourgs Joseph et François), où seules les rues intérieures étaient bordées de maisons en nombre un peu considérable ; dans les rues excentriques, quoique le réseau actuel de voies publiques existât déjà en grande partie, les maisonnettes à rez-de-chaussée étaient fort clairsemées et, dans nombre de rues, il n'y en avait même qu'une ou deux. A Bude, le Vár (la ville haute), la Halászváros (quartier des Pêcheurs), le Tabán et la Krisztinaváros (faubourg Christine) étaient entièrement construits ; au delà de la colline qui porte le château royal, une rangée de maisons s'alignaient sur la lisière citérieure du Vérmező (Champ du sang ou Champ de Mars) ; on trouvait encore quelques habitations éparses dans les rues avoisinant le tunnel, et c'était tout. La ville finissait à la Városmajor-utca et à la Retek-utca. Ujlak n'avait qu'une étroite bande de terrain bâti, et Vieux-Bude ne s'étendait guère au delà de la Grand' Place et de la Pacsirtamező-utca (rue de l'Alouette) d'aujourd'hui.

Il y a quarante ans, la ville comptait 9.351 maisons, aujourd'hui elle en a 18.035, presque le double. Mais les 9.531 maisons d'il y a quarante ans étaient pour les quatre cin-

quièmes des maisonnettes à rez-de-chaussée et les 2% (200 maisons) avaient seulement 3 ou 4 étages, tandis que depuis lors le nombre des maisons à rez-de-chaussée est tombé de 80% à 54% (et même à 43% dans le centre de la ville), et que celui des maisons à 3 ou 4 étages s'est élevé de 200 à 3374, c'est-à-dire qu'il y en a 17 fois autant. Les troisième et quatrième étages étaient habités, il y a 30 ans, par 17.000 personnes, ils le sont aujourd'hui par 110.000. Le nombre des personnes habitant le rez-de-chaussée a peu augmenté, cette partie de la maison ayant été peu à peu accaparée par le commerce et l'industrie. En 1880, lors du premier recensement effectué après la réunion, on comptait 72.000 appartements, aujourd'hui on en compte 180.000, et le nombre des pièces, qui était de 91.000 en 1874, est aujourd'hui de 327.000.

Il a été dépensé en constructions, de 1874 à 1912, 1.800 millions de couronnes, soit presque 2 milliards. Ces placements rapportaient en loyers 45 millions de couronnes en 1874, ils en ont rapporté 181 millions en 1912. La valeur des bâtiments appartenant à l'Administration était de 1,300.000 florins en 1874; aujourd'hui elle dépasse 20 millions de couronnes.

Après la conclusion du Compromis de 1867 et avant même que les trois villes eussent fusionné, le gouvernement s'était déjà occupé de divers plans d'extension pour la future capitale. Comprenant de quelle importance était pour le pays la construction de quais, le rachat du Pont suspendu, la construction de nouveaux ponts et l'établissement de larges voies de communication, le gouvernement fit voter en 1870 une loi dotant la capitale d'un fonds spécial fourni par l'emprunt et dont la gestion fut confiée au Conseil des travaux publics de la ville, composé pour moitié de membres nommés par le ministre, et pour l'autre moitié de membres élus par la municipalité.

Lors de la réunion des trois villes, le Conseil des travaux publics était déjà entré en fonctions, et comme il était fortement appuyé par le gouvernement, il est naturel que son avis ait été prépondérant dans les questions d'embellissement et de voirie.

En 1871, on ouvrit un concours public en vue de l'établissement d'un projet d'organisation de la voirie. On se mit aussitôt à l'ouvrage et, dès 1872, le plan relatif à l'organi-

sation des quartiers intérieurs de Pest était adopté ; ce projet prévoyait, en dehors de l'élargissement des grandes artères existantes, la création de l'avenue Andrassy et des grands boulevards ainsi que le premier tracé du boulevard Hungaria. Pour ce qui concerne la périphérie, le plan des voies à percer n'y était établi que dans les grandes lignes.

Le plan d'organisation de la voirie de Bude a été adopté en 1876 et celui de Vieux-Bude en 1883.

Les travaux de voirie des quartiers excentriques, notamment sur la rive droite, ont été exécutés successivement ; les plans en ont été modifiés à plusieurs reprises ; il y a même des quartiers dont le plan d'extension n'est pas même définitif, ce qui a d'ailleurs l'avantage de permettre d'y introduire, le moment venu, les derniers perfectionnements de la technique en fait de voirie.

Le percement de l'avenue Andrassy et des grands boulevards a très largement contribué à transformer l'aspect de la capitale. Pour les construire, on a dû raser de vieux quartiers aux rues tortueuses, bordées, en majeure partie, de maisons à rez-de-chaussée. Bien que la jonction de l'avenue Andrassy et de la chaussée de Vác ne satisfasse aujourd'hui personne et que le problème eût pu être résolu d'une manière beaucoup plus heureuse, il n'en est pas moins certain que l'avenue Andrassy est encore une des plus belles de l'Europe. Les grands boulevards sont plus froids, plus monotones, ils datent d'une époque peu favorable à la belle architecture. Prenons donc en considération les grosses difficultés qu'il fallut surmonter alors et estimons-nous heureux que le plan de réorganisation de la voirie ait été exécuté au moins dans cette mesure.

La construction des quais a commencé avec la réunion des villes. Il y a quarante ans, il n'y en avait encore que dans le voisinage immédiat du Pont suspendu, en amont et en aval ; depuis lors le cours du Danube a été régularisé et le programme de construction des quais a été en majeure partie exécuté. Tandis qu'au printemps de 1876 la population vivait, et non sans raison, dans la crainte de l'inondation, aujourd'hui elle n'a plus lieu de la redouter.

C'est aussi à cette date que commencèrent les travaux pour la construction du pont Marguerite et du pont de raccordement du chemin de fer.

La construction du pont Marguerite (1873—1876) donna le branle à celle des boulevards intérieurs de Bude (boulevards Marguerite, Christine, Attila), mais les travaux furent ralentis par une série de crises financières jusqu'à ce que la loi XVIII de 1884 eût produit ses effets en leur donnant une impulsion nouvelle.

La loi XVI de 1893 ordonnant la construction de deux nouveaux ponts sur le Danube est d'une grande importance pour les deux villes. Le premier, le pont François-Joseph, fit sortir de terre sur la rive droite, à Kelenföld et sur l'emplacement du Lágymányos, marais desséché en partie à cette fin, un nouveau quartier dont le plan avait été dessiné d'avance. La construction du pont Elisabeth entraîne une modification du plan d'organisation relatif à la voirie de la Belváros (Cité) ainsi que le rélargissement des rues Louis Kossuth et Koronaherceg (Prince héritier). La construction des ponts fit faire un nouveau pas à la solution du problème de la voirie au Tabán, sur la rive droite, solution en vue de laquelle la ville faisait de gros sacrifices achetant depuis des dizaines d'années les masures accrochées sur le versant nord du mont Saint-Gérard (Gellérthegy) et les maisons bordant la rive du fleuve.

De la même époque date le rachat des casernes (loi XX de 1894) dont les principaux résultats ont été la création de la magnifique Szabadság-tér (place de la Liberté) sur l'emplacement d'une vieille caserne et l'acquisition de celle dont on a fait l'Hôtel de ville actuel.

C'est aussi à cette époque qu'a été construite, hors de ville alors, la gare de l'Est, mais dans le voisinage de laquelle, entre les rues Rottenbiller et des Arènes, est depuis lors sorti de terre le quartier dit de Chicago, aujourd'hui le plus fortement peuplé de Budapest.

Nous ne mentionnerons ici que les édifices et établissements d'utilité publique les plus remarquables construits pendant les quarante années qui viennent de s'écouler ; ce sont le nouveau palais royal, le nouveau Parlement, l'église Mathias, sur le bastion des Pêcheurs restauré (Halászbástya), le Ministère des finances, la Cour d'appel, l'Université, l'École polytechnique, les cliniques, des hôpitaux, le Népszínház (théâtre de Vaudeville) et, pour ainsi dire, tous les théâtres

en pierre que nous possédons aujourd'hui, la Bourse, les grandes banques, le Musée de l'agriculture, les abattoirs, les marchés couverts (Halles), l'Hôtel populaire, la Maison du peuple, des ateliers centraux, les maisons de rapport de la Ville et d'autres à petits appartements dont la construction a élevé d'environ 7.000 le nombre des logements pour les petites bourses.

Le chiffre de la population s'est élevé dans la mesure où la ville s'est agrandie. Le courant qui, comme l'on sait, pousse les campagnards vers la ville, a largement contribué à faire monter la population, de 300.000 âmes en 1874, à 930.000 en 1910. Pendant la même période, la population n'a augmenté dans d'aussi fortes proportions que dans quelques villes allemandes (Leipsick, Cologne, Munich, Dresde), et à Vienne. Encore faut-il observer que cette augmentation est due en bonne partie à l'annexion successive des communes voisines, ce qui n'a pas eu lieu chez nous. Voilà pourquoi nous pouvons affirmer sans crainte de nous tromper que pendant les quarante dernières années, la population d'aucune ville d'Europe n'a augmenté dans d'aussi fortes proportions que celle de Budapest.

Dans le même laps de temps (1870—1910), les localités avoisinantes ont vu leur population passer de 36.000 à 240.000 âmes. Si l'on comprenait seulement dans la population de Budapest celle des communes si proches qu'elles se fondent avec la capitale — sinon pour l'administration du moins pour ce qui concerne la vie économique de tous — les jours la population de Budapest dépasserait de beaucoup un million, et serait d'environ douze cent mille âmes. La question de l'annexion des communes avoisinantes, en faveur de laquelle militent des raisons économiques, administratives, d'extension de la ville, d'hygiène publique et de politique sociale, devra recevoir sa solution dans un avenir prochain.

Budapest occupait en 1874 le 16<sup>e</sup> rang parmi les grandes villes d'Europe, elle est aujourd'hui la neuvième (Londres, Paris, Berlin, Vienne, Saint-Pétersbourg, Moscou, Constantinople, Hambourg, Budapest). Budapest a, depuis 1870, laissé derrière lui Liverpool, Glasgow, Naples, Manchester, Birmingham, Madrid, Lyon et Marseille et, après l'annexion des localités voisines, dépassera aussi Hambourg. Les trois métropoles de l'Europe orientale, Saint-Pétersbourg, Moscou et Constantinople mises à part, Budapest est donc la plus

grande ville de l'Europe civilisée, après Londres, Paris, Berlin et Vienne. Voilà qui dépasse, croyons-nous, les plus hautes espérances des bons bourgeois de Pest et de Bude d'il y a quarante ans.

Il va sans dire que la population présente à plusieurs égards un caractère différent de celui qu'elle avait en 1874, et nous relèverons avec plaisir quelques-uns de ces changements. D'abord, la population s'est presque entièrement magyarisée. En 1874, moins de la moitié des habitants se déclaraient Magyars de langue lors du recensement, aujourd'hui il y en a 86 % et la progression continue dans la même mesure.

Un autre fait réjouissant, ce sont les résultats obtenus par suite des dépenses faites pour l'instruction publique.

	En 1874	En 1912
Dépenses pour l'instruction publique . . . .	1½ millions de couronnes	18½ millions de couronnes
Nombre des établissements scolaires (non compris les écoles maternelles et les cours spéciaux) . . . . .	100	368
Nombre des classes . . . . .	385	2.961
Nombre des élèves . . . . .	17.500	96.286
Nombre des élèves des écoles maternelles et des cours spéciaux . . . . .	—	14.442
Personnel enseignant . . . . .	300	3.674
Valeur d'estimation des bâtiments sco- laires et du terrain qu'elles couvrent	5½ millions	63 millions

L'instruction générale est naturellement en progrès. Tandis qu'en 1870 les deux tiers de la population au-dessus de 15 ans savaient seuls lire et écrire et qu'un tiers était complètement illettré, aujourd'hui 92½ % des habitants savent lire et écrire et il n'y a plus que 7½ % d'illettrés, et encore sont-ce pour la plupart des personnes âgées ou des immigrants de la province.

Encore quelques chiffres relatifs à l'instruction publique :

	1873/74	1812/13
Nombre des écoles primaires . . . . .	55	116
Nombre des écoles primaires supérieures de garçons . . . . .	3	17
Nombre des écoles primaires supérieures de filles . . . . .	3	19

La Ville possède en plus deux écoles réales (enseignement moderne) de fondation ancienne et une école de dessin industriel.

Il y avait, en outre, en 1913, 118 écoles maternelles, 50 écoles ménagères, 5 écoles industrielles, 5 écoles supérieures de commerce pour garçons, 1 pour filles, 11 cours professionnels de commerce pour filles, 77 cours pour apprentis de l'industrie, 7 cours pour apprentis du commerce, 2 écoles supérieures de jeunes filles, 1 gymnase de filles. Pour les élèves des écoles, la Ville a fait instituer des cours de musique, de couture, de tissage pour l'industrie à domicile, de tenue du ménage avec l'enseignement professionnel des domestiques; pour le corps enseignant, des cours pratiques de ménage, de confection d'articles pour dames, de travaux au crochet, de sløid, de musique, de dessin élémentaire et de dessin appliqué à l'industrie, de gymnastique, de sauvetage, de maniement des pompes à feu, d'apiculture, de pédagogie curative, d'économie sociale.

Il existe aussi un séminaire pédagogique.

En 1912 l'écolage a été gratuit pour

51.197 garçons, soit 90.2%

31.159 filles, » 86.9%.

N'ont payé que la moitié de la taxe scolaire :

1.667 garçons, soit 2.9%

1.530 filles, » 3.6%.

Des livres ont été distribués gratuitement à 39.943 élèves (40.1%). Il en a été donné 99.444.

\*

Presque toutes les institutions d'utilité publique, la plupart municipales, datent de ces quarante dernières années, car celles qui existaient avant étaient loin d'avoir l'extension et l'importance qu'elles ont aujourd'hui. Voici quelques noms et quelques chiffres : la Station de chimie et de contrôle des denrées alimentaires avait en 1874 un budget annuel de 1200 couronnes avec un seul employé, elle en a aujourd'hui un de 127.000 couronnes avec 22 fonctionnaires ; l'Institut de bactériologie avec un budget annuel de 20.050 couronnes ; l'Établissement de désinfection occupant 157 personnes avec un budget annuel de 671.340 couronnes ; l'institut Pasteur.

	En 1874	En 1912
Nombre des voyageurs arrivés et partis en chemin de fer et en bateau....	1 <sup>3</sup> / <sub>4</sub> million	49 millions
Nombre des voyageurs transportés par les tramways (1875) .....	7 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> millions	200 »
Circulation locale des voyageurs (y compris la circulation sur les ponts)	20 »	240 »
Mouvement des marchandises par chemin de fer et bateaux.....	19 »	120 »
Envois par la poste aux lettres (1880)	22 millions	146 millions
	quintaux m.	quintaux m.
Télégrammes .....	415.090	2,700.000
Abonnés au téléphone (1882).....	289	18.000
Communications téléphoniques (1890)....	6 millions	74 millions
Communications dans le service interurbain (1890) .....	53.000	723 millions
Musées .....	3	14
Visiteurs des musées .....	93.000	480.000
Théâtres .....	2	11
Places dont ils disposent .....	2.500	14.400
Mouvement des étrangers (1885).....	102.000	250.000
*		
Nombre des hôpitaux et cliniques.....	27	67
Nombre des lits.....	4.000	13.000
Nombre des malades en traitement.....	33.000	137.000
Valeur d'estimation des hôpitaux municipaux .....	2,056.000 cour.	21,000.000 cour.
Sommes distribuées en secours par la caisse communale .....	117.000 cour.	1,174.000 cour.

D'autres établissements de création récente ou considérablement agrandis sont les suivants : les marchés couverts déjà mentionnés plus haut ; les entrepôts avec un mouvement d'entrées et de sorties de 1<sup>1</sup>/<sub>3</sub> million couronnes en 1874 et de 5<sup>1</sup>/<sub>2</sub> en 1912 ; le marché au bétail ; la Tattersall ; les abattoirs aux bœufs dont les recettes étaient de 357.000 couronnes en 1874 et de 977.000 en 1912, la valeur d'estimation était de 3,000.000 couronnes en 1874 et 12,000.000 en 1912 ; les autres abattoirs (aux porcs, aux chevaux) ; l'entreprise municipale de camionnage employant 634 personnes qui a effectué 175.000 transports avec un budget annuel de 1<sup>1</sup>/<sub>2</sub> millions de couronnes ; la boulangerie municipale ; les magasins de denrées alimentaires de la Ville ; l'usine pour la production

de l'électricité ; service des pompes à incendie qui comptait 102 hommes en 1874 et 451 en 1912, et dont les dépenses ont passé de 160.000 couronnes à 918.000 dans le même laps de temps ; le service d'eau potable, si important au point de vue de l'hygiène publique ; l'agrandissement de l'usine à gaz. Voici quelques données relatives à ce service :

	En 1874	En 1912
Longueur des tuyaux principaux	107.000 m.	701.000 m.
Réverbères publics .....	3.071	28.000
Lampes de particuliers .....	57.000	469.000
Consommation publique .....	1 ½ mill. de m <sup>3</sup>	14 ½ mill. de m <sup>3</sup>
Consommation privée .....	5 mill. de m <sup>3</sup>	58 mill. de m <sup>3</sup>
Prix .....	38 fillérs (cent.)	20 fillérs (cent.)
Pour les usages industriels .....	28 fillérs (cent.)	16 fillérs (cent.)

Mentionnons encore la création de jardins locatifs d'une superficie de 65.000 toises carrées qui ont coûté 80.000 couronnes, le bureau de renseignements municipal ; le restaurant municipal, des salles d'asile, des ateliers pour occuper les sans-travail ; des cuisines populaires ; des dispensaires ; les soins médicaux gratuits aux femmes en couches ; les remèdes gratuits aux pauvres ; la réorganisation du Jardin zoologique et l'agrandissement de la Bibliothèque spécialement administrative en une Bibliothèque qui embrasse aujourd'hui toutes les branches d'activité de l'esprit humain.

Voici encore quelques données statistiques qui mettent en lumière les heureux changements qui se sont produits dans la vie de la cité.

Grâce à l'augmentation du bien-être, de la diffusion de l'instruction et des mesures prises dans l'intérêt de l'hygiène publique (aménagement d'eau potable, construction d'un réseau d'égouts, balayage des rues, vaccination, déclaration obligatoire des maladies contagieuses, désinfection, augmentation du personnel de salubrité publique, etc.), la mortalité a fortement baissé. En 1874, il y avait 43 décès par 1000 habitants, en 1912 il n'y en avait plus que 19 et même 16 seulement si l'on ne compte pas les décès d'étrangers. La statistique montre comment le service d'eau potable et l'extension du réseau de conduites ont fait disparaître peu à peu la fièvre typhoïde, et une exécution sévère des règlements relatifs à la vaccination

a prévenu les épidémies de variole. La preuve la plus éclatante du bon fonctionnement de nos institutions d'hygiène publique, c'est que les épidémies de choléra et de typhus exanthématique, ces maladies redoutées qui faisaient autrefois des hécatombes de victimes, ont pu être étouffées dans leur germe en très peu de temps au cours de ces dernières années.

En même temps que baissait la mortalité, la durée moyenne de la vie s'élevait ; de 21 ans qu'elle était en 1874, elle est aujourd'hui de 33 ans et demi, ce qui fait une augmentation de 12 ans et demi en moyenne, et si, mettant à part la mortalité infantile, nous ne faisons entrer dans nos calculs que les individus au-dessus de 5 ans, l'écart est toujours considérable. Pour ces derniers, la durée moyenne de la vie était en 1874 de 41 ans 4 mois, elle est aujourd'hui de 47 ans. Les progrès accomplis dans ce domaine trouvent leur expression exacte dans le surcroît de 6 années.

\*

Au commencement, la situation financière de Budapest était inquiétante, critique même. Les trois villes étaient chargées de dettes qu'il fallait rembourser ; elles avaient bien une fortune, mais en immeubles et rapportant peu. L'ancienne ville libre royale de Pest empruntait à gros intérêts, sur obligations privées, à de riches bourgeois des sommes qui paraîtraient dérisoires aujourd'hui. Bude, la ci-devant capitale, conclut en 1859 avec une banque de Vienne un emprunt de loterie de 2 millions de florins. Les billets d'une valeur nominale de 40 florins furent émis à 30 florins (75 %), la ville ne toucha donc qu'un million et demi, somme qu'elle dut garantir au moyen d'hypothèques et amortir à raison de 78.000 fl. par semestre.

L'année de la réunion des trois villes, le budget des dépenses était encore de 10 millions de couronnes ; dans celui de 1914, les dépenses ordinaires et extraordinaires s'élèvent à 90 millions de couronnes ; ajoutons-y plus de 25 millions en placements productifs et nous arrivons à un total de 115 millions de couronnes, soit une augmentation de plus de 1000%.

Ces chiffres montrent que les besoins ont plus que décuplé pendant la durée d'une génération et, ce qui est mieux, que les autorités municipales ont su résoudre d'une manière

satisfaisante tous les problèmes de la solution desquels dépendait la prospérité et l'avenir de la capitale.

Les villes d'Amérique seules ont eu à lutter avec les difficultés sans nombre qu'entraîne un développement aussi rapide.

En Europe, c'est à peine s'il se trouve une autre grande ville où l'administration municipale a été obligée de s'adapter, en un espace de temps relativement court, à des conditions entièrement changées, comme ce fut le cas pour les autorités communales de Budapest.

Vers 1880, dans une grande partie du territoire compris entre les principales artères de la ville de Budapest actuelle, il y avait nombre de rues sans pavé, sans égouts, sans conduites d'eau, mal éclairées, dépourvues de moyens de communication, ne possédant ni écoles, ni institutions d'hygiène répondant aux besoins de la population. C'est à cette situation que la municipalité dut d'abord remédier, en même temps qu'elle devait pourvoir aux mêmes besoins économiques et sociaux dans les quartiers qui se construisaient dans la banlieue de la capitale.

Pour faire face aux dépenses qu'exige la transformation d'une bourgade en grande ville moderne, on ne pouvait songer à augmenter les impôts dans une mesure importante : il fallut donc recourir à l'emprunt.

En regard d'une dette de 328 millions de couronnes, la Ville possède une fortune de 491 millions et demi de couronnes en établissements d'utilité publique ou placements rémunérateurs. Voici la liste des principales dépenses de placement faites par la Ville entre 1874 et 1912 :

1. Construction de routes, percement et pavage de rues.....	68 millions de couronnes
2. Écoles primaires .....	53 » » »
3. Service des eaux et fontaines publiques	44½ » » »
4. Usine à gaz et conduites .....	37½ » » »
5. Travaux de voirie en vue de l'extension de la ville.....	33½ » » »
6. Actions des tramways électriques acquises par la municipalité.....	28½ » » »
7. Construction d'églises .....	23½ » » »
8. Réseau d'égouts .....	22½ » » »

9. Maisons de rapport et bâtiments n'ayant pas un caractère public.....	21 millions de couronnes			
10. Marchés couverts et bâtiments de l'octroi, magasins, etc.....	19	»	»	»
11. Bâtiments pour l'administration (les deux Hôtels de ville et les mairies d'arrondissement) .....	18	»	»	»
12. Hôpitaux .....	12½	»	»	»
13. Bains, établissement de désinfection et autres institutions d'hygiène publique	11	»	»	»
14. Achat de terrains .....	11	»	»	»
15. Pour les besoins du commerce.....	8	»	»	»
16. Abattoirs .....	8	»	»	»
17. Ports, quais.....	7½	»	»	»
18. Travaux d'embellissement, promenades, statues, etc.....	7½	»	»	»
19. Entreprises municipales.....	6	»	»	»
20. Construction de casernes.....	7½	»	»	»
21. Dépenses se rattachant à la construction des ponts François-Joseph et Élisabeth, établissement de voies d'accès, etc...	4½	»	»	»
22. Cimetières .....	4	»	»	»
23. Usine municipale d'électricité.....	3	»	»	»
24. Régularisation du cours du Danube, travaux de protection contre les inondations .....	3	»	»	»
25. Logements de pauvres, hospices, orphelinats, asiles de l'enfance et autres établissements de bienfaisance.....	28	»	»	»
Total.....	491½ millions de couronnes.			

Sur ces 491 millions et demi de couronnes, 160 millions ont été prélevés sur les revenus de la Ville et 331 millions et demi couverts par des emprunts. Cela fait un demi-milliard de couronnes dépensé en placements.

En regard de ces dépenses, la fortune de la Ville qui était de 107½ de couronnes en 1874, s'élève maintenant à 645 millions.

En comparant l'actif et le passif, on voit que la fortune nette de la capitale a aussi fortement augmenté. Elle était de 81,356.560 couronnes en 1874, elle est de 287.277.909 couronnes en 1912, ce qui fait une augmentation de 206 millions, soit 25%.

Le Statut municipal de 1874 n'avait pas été établi en vue de l'énorme développement que prendrait la capitale, aussi a-t-il dû être révisé.

Le Bureau de l'administration centrale se composait du premier bourgmestre et de deux adjoints, de 8 conseillers, avec le procureur de la commune, le comptable, le médecin, l'ingénieur, l'archiviste en chef et le directeur de l'office statistique. Ce dernier, de même que le procureur, n'avaient pour le seconder qu'un personnel fort restreint, le médecin en chef avait seulement les médecins d'arrondissement, l'archiviste en chef un sous-archiviste.

L'ingénieur et le comptable en chef disposaient seuls d'un personnel auxiliaire assez nombreux pour les exigences d'alors.

La Chambre des tutelles ne reçut une organisation quelque peu autonome qu'en 1874, mais elle était toujours présidée par un conseiller municipal et ne comptait que quatre assesseurs.

C'est à peine si l'on retrouve dans les villes d'avant la fusion — et même longtemps après — les traces des institutions actuelles : elles n'ont été créées que dans la suite, en vertu de nouvelles lois, pour satisfaire aux besoins qui augmentaient avec une rapidité vertigineuse. Mais si l'administration centrale avait ses défauts, elle ne s'en montra pas moins à la hauteur de sa tâche ; ce sont les autorités d'arrondissement qui, faute d'une sphère d'activité bien délimitée, mirent l'administration de la capitale à deux doigts d'une banqueroute complète, et c'est contre elles que s'élevaient la plupart des plaintes.

Les procès-verbaux des séances et les décisions du Conseil municipal datant de cette époque permettent de constater que l'administration n'était à même de satisfaire qu'en partie, et au prix des plus grands efforts, aux exigences légitimes de la population.

La cause en est, d'une part, que la fusion avait imposé une tâche ardue à l'administration et à chacun de ses facteurs et, d'autre part, que les auteurs du Statut municipal n'avaient pas eu la prescience de l'énorme développement que devait prendre la ville par suite de la fusion.

Dès que celle-ci eut été consommée, on reconnut la nécessité de créer de nouveaux bureaux et de nouveaux postes.

En 1874, il fallut enlever au Conseil municipal la gestion directe des affaires de tutelle, puis, en 1885, créer deux nouveaux bureaux, l'un pour la direction du personnel, l'autre pour l'hygiène publique.

Cependant, avant d'introduire ces innovations, on avait discuté pendant de longues années sur les moyens de rendre l'organisme municipal plus apte à accomplir le travail d'administration qui augmentait sans cesse. On finit par reconnaître qu'il fallait élargir les cadres du Statut municipal et en demander la revision au gouvernement.

Les négociations avec le ministre de l'Intérieur durèrent des années, mais, grâce à leur persévérance, nos édiles finirent par surmonter toutes les difficultés et, en 1893, le projet de réorganisation administrative fut adopté par les Chambres.

Ce fut feu Charles Hieronymi, ministre de l'Intérieur, qui, ayant reconnu le mal, fit voter en 1893 la loi relative aux mairies d'arrondissement de Budapest, loi qui étend considérablement la compétence de ces autorités, en leur conférant l'autonomie.

Cette revision partielle du Statut municipal eut pour conséquence une transformation complète de l'administration des arrondissements et la rendit apte à remplir la tâche de plus en plus lourde qui lui incombait.

La revision entraîna naturellement une augmentation considérable du personnel administratif, qui s'accrût de 300 unités, lorsque la loi entra en vigueur, le 1<sup>er</sup> juillet 1894.

Depuis lors, l'œuvre de réorganisation n'a plus amené de changements d'une importance aussi considérable quant aux résultats obtenus.

A partir de ce moment, c'est le problème de la réforme de l'administration centrale qui revint au premier plan, car les nouveaux besoins d'ordre social et civilisateur qu'avait fait naître l'essor pris par la capitale, le soin de ses intérêts économiques, une meilleure gestion de la fortune publique imposaient sans cesse de nouvelles tâches à cette administration.

De cette époque datent la municipalisation des services publics et la création des institutions sociales modèles de la capitale.

La réforme de l'administration centrale étant ajournée pour longtemps par suite de la promesse, faite à plusieurs reprises par le ministre de l'Intérieur, de procéder à une revision totale du Statut municipal, promesse qui n'a pas encore été réalisée, le conseil reconnut enfin, en 1911, qu'on devait et pouvait opérer dans le cadre même du Statut les réformes les plus

nécessaires et les plus urgentes, puisqu'elles ne pouvaient plus être ajournées à une date incertaine sans préjudice pour l'administration.

Le résultat de cette détermination fut, en 1911, une réforme radicale de l'administration centrale, laquelle avait pour objet de répartir plus équitablement le travail entre le premier et les seconds bourgmestres, de décharger les séances plénières du conseil d'une partie de leur ordre du jour à l'aide de séances de groupe, d'introduire plus d'égalité et d'uniformité dans les sphères d'activité des bureaux en portant leur nombre de 11 à 16, de répartir la besogne entre les commissions, de manière qu'il y ait corrélation entre le travail de chacune d'elles et celui d'un bureau, d'améliorer le fonctionnement des services auxiliaires centraux, de faire participer à l'administration le corps des ingénieurs par la création de bureaux techniques, de développer les services de la comptabilité, du bureau de statistique, d'agrandir les archives, la bibliothèque, etc.

On peut dire que la municipalité n'a pas reculé devant la dépense pour améliorer les services administratifs de la capitale.

Les appointements des employés ont été fixés une première fois lors de la fusion des villes ; ils touchent, depuis 1891, une indemnité pour renchérissement de la vie ; en 1895, la Ville leur alloua une nouvelle augmentation générale basée sur les années de service, enfin, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1908, un nouveau supplément à titre provisoire d'abord, mais dont ils jouiront à titre définitif, lorsque les circonstances permettront un nouveau relèvement général des traitements.

Les appointements et la situation légale des employés provisoires et du personnel subalterne ont été fixés en 1908 de manière à satisfaire, dans la mesure du possible, toutes les exigences légitimes.

De plus, en vertu du règlement de 1898 modifié dans le courant de cette année, la Ville alloue à tous ses employés une indemnité de logement et une pension de retraite réversible en partie sur leurs veuves et leurs enfants.

Enfin, le nombre des personnes au service de la Ville, y compris les ouvriers occupés en permanence, est monté de 1510 en 1874 à 11.965 en 1912, celui des fonctionnaires et des employés de 523 à 1987 et le corps enseignant de 410 à 3674

personnes. Le total des traitements, qui était de 2½ millions de couronnes en 1874, s'élève aujourd'hui à 28 millions.

Jetons maintenant un coup d'œil sur le passé, puis sur l'avenir.

Dans son ouvrage *Statistique du royaume de Hongrie*, publié en 1789, le professeur Schwartner disait, en parlant de la ville de Pest qui avait alors à peu près 50.000 habitants :

« N'oublions pas que Pest est le centre commercial de la Hongrie, qu'il est en passe de devenir le Londres du pays, que c'est le siège des plus hautes autorités judiciaires, d'une université, qu'il possède trois couvents et qu'il s'y établit chaque année un nombre considérable d'artisans, de journaliers et de chevaliers d'industrie. »

Mentionnons, comme un singulier effet du hasard, qu'au moment où Schwartner écrivait que Pest était en passe de devenir une sorte de Londres, la plus grande ville du monde avait alors juste autant d'habitants que Budapest aujourd'hui.

Soixante-et-un ans plus tard (1861), Feldmann, dans son *Guide de Pest et de Bude*, exalte en termes enthousiastes la beauté et la population de la ville (Pest et Bude avaient alors ensemble 200.000 habitants). « Au bout de la rue Mészáros — dit-il — à l'extrémité sud de la ville, s'élève le bâtiment de l'administration des salines. A gauche, se dresse le mont St-Gérard (Gellérthegy) qu'un braconnier tyrolien même aurait de la peine à escalader. Surplombant le fleuve, le palais royal, reconstruit après l'incendie, est le plus superbe édifice qui se puisse voir sur tout le cours du Danube. Le quai est certainement la plus belle partie de la ville : là où il n'y avait autrefois que des masures s'élèvent aujourd'hui des maisons à deux ou trois étages. »

« La plus longue rue de la ville — dit encore Feldmann — est la Király-utca (Rue royale). C'est par là que le beau monde des quartiers du centre se rend, le dimanche, au Bois de la Ville, soit à pied, soit en voiture. Mais c'est les jours de foire que l'encombrement est le plus grand, de sorte que la commission d'embellissement a décidé que, en cas d'incendie ou de démolition, les maisons devront être reconstruites en retrait de l'alignement actuel, comme ce fut le cas pour les maisons détruites par la grande inondation de 1838. »

« Au faubourg François — poursuit Feldmann — c'est la

chaussée de Soroksár qui est la plus animée. Les autres rues sont comme mortes, car les habitants sont occupés à soigner leur bétail, cultivent leurs jardins ou vont en journée ; ici tout le monde travaille.»

A l'époque de la fusion, les rues sans pavé et leurs ruisseaux obstrués où croupissait une eau fétide n'étaient que rarement nettoyés, et encore chargeait-on le plus souvent de ce travail des tziganes nomades ou des détenus ; les immondices étaient déposées dans le voisinage immédiat de la ville, sur la place Boráros actuelle, et l'on n'avait pour eau potable que celle du Danube qu'on portait en ville dans des tonneaux.

C'est à cette époque et dans de pareilles conditions que nos prédécesseurs ont pris en main l'administration des trois villes dont s'est formée la capitale. Il est impossible de penser sans avoir le cœur ému, à ces hommes éminents qui ont accompli la partie la plus difficile de cette grande œuvre : l'organisation et l'administration de la capitale à ses débuts. En même temps qu'au premier bourgmestre Charles Ráth, si avisé, si actif, qui savait si bien se faire obéir, je désire aussi consacrer un souvenir aux deux autres Charles. L'un est le premier en date des bourgmestres de Budapest depuis l'union, Charles Kamermayer, l'homme au caractère antique, au cœur d'or, type du magistrat aux mœurs puritaines ; l'autre est Charles Gerlőczy, le fonctionnaire prévoyant, énergique, à l'esprit si ouvert, au jugement si sûr, au goût si raffiné qui fut second bourgmestre.

Ce sont eux qui ont donné l'orientation à l'administration de la Ville pendant plus de la moitié de cette période de quarante ans, nous pourrions même dire que ce sont eux qui l'ont faite. Ce n'est point par devoir de politesse envers nos prédécesseurs, mais par amour de la vérité que nous déclarons ici qu'ils se sont toujours montrés à la hauteur de leur tâche, que ce sont eux qui ont confiée à la terre, arrosé et fait mûrir pour nous la bonne semence, que c'est à eux que la capitale doit le magnifique essor qu'elle a pris dans la suite. Nous pourrions en dire presque autant de leurs éminents successeurs et des hauts fonctionnaires qui ont accompli le reste de la tâche. Nous gardons dans nos cœurs le souvenir d'un grand nombre d'hommes supérieurs, instruits, intelligents, intègres et, si nous taisons leurs noms, c'est pour ne pas avoir l'air de méconnaître les mérites de ceux que nous ne nommons pas. Nous ne ferons

d'exception que pour deux hommes : M. Joseph Márkus et Jean Halmos. Ce sont eux qui, dans des circonstances difficiles, ont le plus largement contribué, par un labeur incessant, leur prudence et leur sagesse, à faire de la cité arriérée de jadis une capitale débordant de vie, c'est à leur école que nous, qui sommes aujourd'hui à la tête de l'administration municipale, avons tous appris à travailler.

Tel est, en quelques mots, le passé de Budapest dont nous fêterons dans dix ans le cinquantenaire. Faisons en sorte que ce soit un véritable jubilé. Par bonheur, nous avons encore un long laps de temps pour nous y préparer, et ce n'est pas trop. Mais nous pouvons exécuter de grandes choses pendant cet intervalle.

Qu'il serait beau de pouvoir inaugurer le nouvel Hôtel de ville qui fera l'orgueil d'une capitale peuplée d'un million et demi d'habitants, vis-à-vis de la nouvelle avenue Elisabeth bordée de superbes maisons, de riches magasins et traversant des quartiers tout neufs aux larges rues bien aérées. Nous voyons en imagination le vieux faubourg de Tabán, entièrement reconstruit sur nouveaux plans, devenu le quartier le plus agréable à habiter ; des funiculaires escaladant le Gellérthegy (mont St. Gérard) de deux côtés à la fois, la citadelle qui le surmonte toute grouillante de vie, au pied de la colline le plus bel établissement de bains de toute l'Europe ; sur l'emplacement actuel du collège des Pères des écoles pies, l'un des plus beaux hôtels de la ville. On s'étonnera alors qu'il fut un temps où il fallait payer un péage pour traverser les ponts et le tunnel ; une ville nouvelle sort de terre le long du boulevard Hungaria, après l'inauguration du nouveau pont ; entre la tête du pont reliant la place Boráros à la rive droite et l'Université des sciences techniques, sur l'emplacement du marais desséché et réservé aux expositions, s'élèvent, au milieu d'un magnifique parc, les bâtiments d'une exposition internationale urbaine ; le Lágymányos, le Kelenföld, ainsi que la banlieue des VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> arrondissements sont sillonnées de larges artères pourvues des derniers perfectionnements de la voirie et on est en train d'y dessiner de vastes jardins publics ; sur le versant des collines de Bude tournées vers Pest de larges routes carrossables offrant une perspective comparable à celle des *Viale dei colli* de Florence, mènent à des colonies de villas desservies, en outre, par des lignes de tramways électriques et des autobus ; — des gares

modernes où les voies d'accès n'ont point de passages à niveau, cela va sans dire ; à l'île de Csepel, un grand port de commerce avec gare des marchandises, élévateur, docks et établissements industriels ; tout autour de la ville une culture maraîchère florissante, de belles laiteries, de grands hôpitaux parfaitement aménagés, des maternités, des asiles de l'enfance, un hospice modèle ; l'assurance contre le chômage, des logements bon marché et salubres ; une inspection sévère des logements ; l'isolement des tuberculeux soumis au contrôle ; des stations champêtres pour convalescents ; des bains populaires aménagés sur les plages sablonneuses du fleuve ; des bains et douches bon marché en ville ; des rues, des places, des promenades propres et bien entretenues ; l'assistance publique et la protection de l'enfance parfaitement organisées ; des abattoirs pourvus des derniers perfectionnements de la science ; de vastes entrepôts pour le commerce en gros de la viande et des denrées alimentaires ; une bibliothèque municipale et des conférences pour adultes très fréquentées ; des ateliers municipaux ; des institutions diverses ayant pour objet de rendre la vie plus facile, plus agréable et enfin une administration modèle à tous égards.

Ce n'est point là une utopie, mais dix ans, c'est peu pour réaliser ce beau rêve. Cependant, tout cela doit se faire et se fera, et, si ce n'est nous qui menons cette œuvre à bonne fin, ce seront nos successeurs. Or, ce sera là le vrai jubilé de Budapest, lorsque ce vaste programme sera devenu une réalité, en majeure partie du moins.

Nous avons la conviction que les sceptiques, les pessimistes, les ergoteurs, les faiseurs de difficultés, les hommes de peu de foi sont incapables de faire œuvre vitale et que c'est cependant le terrain où nous devons rivaliser d'efforts avec l'étranger, engager la lutte contre la maladie, la misère, l'ignorance et le mécontentement. Au point de vue financier, l'exécution de ce programme n'est pas irréalisable, c'est tout au plus s'il se heurtera à des difficultés passagères. Plus nous y réfléchissons, plus nous nous fortifions dans la conviction que, lorsque ce programme aura été exécuté dans tous ses détails, les hommes seront mieux portants, plus robustes, leur capacité de travail sera accrue, les occasions de travailler se multiplieront à l'infini et la durée moyenne

de la vie augmentera encore. N'est-ce pas là le but que doit se proposer une administration digne de ce nom? N'est-ce pas un bel exemple que nous donnent les quarante années qui viennent de s'écouler?

On parle souvent de dépenses productives et de dépenses improductives pour ce qui concerne l'administration de la ville. Eh bien! je suis d'avis qu'il n'y en a point d'improductives. Je me bornerai à citer un seul exemple à l'appui de mon assertion. Au chapitre des dépenses soi-disant improductives figure en premier lieu la construction d'écoles. Dans le passé, lorsque la Ville fut des années sans construire de nouveaux bâtiments scolaires, les écoliers durent être logés dans les locaux insalubres de maisons privées qu'il avait fallu transformer à grands frais et qu'il fallait remettre en état à l'expiration du bail, économie mal placée qui avait pour conséquence une diminution des logements disponibles et le renchérissement des loyers. Prenons maintenant en considération que la construction d'un bâtiment scolaire fait gagner leur vie à nombre d'individus : architectes, entrepreneurs, artisans, maçons, etc. qui, à leur tour, font vivre des industriels et des commerçants. L'argent dépensé ainsi par la Ville rentre par mille canaux dans ses caisses sous forme d'impôts de consommation, d'impôts directs, de plus-values de recettes des services municipaux, après avoir passé par des centaines de mains.

Nous ne sommes point animés par la stérile ambition d'innover à tout prix, mais par la conviction que la réalisation du programme que nous venons d'esquisser à grands traits, aura pour heureux résultat l'essor économique de la cité, le bien-être et la santé des citoyens, une affluence de visiteurs étrangers plus considérable, un sérieux progrès de la vraie « culture » hongroise, en un mot, de faire de Budapest une ville admirée par le monde entier, laquelle sera dans l'avenir pour la race magyare un plus sûr garant de durée que toutes les armées, tous les politiciens, tous les diplomates.